



HAL
open science

Les nations de l'arc-en-ciel. Pour une géopolitique du symbole

Georges Lomné

► **To cite this version:**

Georges Lomné. Les nations de l'arc-en-ciel. Pour une géopolitique du symbole. Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique, 2000, 99, pp.78-91. hal-01811617

HAL Id: hal-01811617

<https://hal.science/hal-01811617v1>

Submitted on 9 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HÉRODOTE

revue de géographie et de géopolitique

4^e trimestre 2000

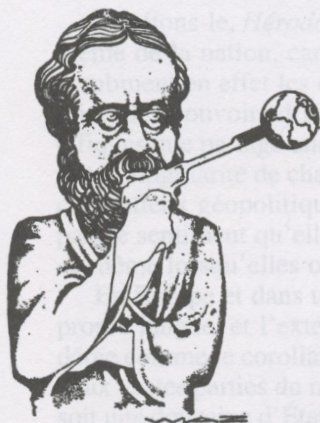
N° 99 115 F

AMÉRIQUES, NATIONS HISPANIQUES

Hérodote

revue de géographie
et de géopolitique

n° 99



SOMMAIRE

3. Nations hispaniques et géopolitique, *Yves Lacoste*
18. Nations au Mexique : construction et métissage, *Claude Bataillon*
37. Villes frontières et nations en Amérique centrale, *Alain Musset*
61. La tragédie colombienne : guerre, violence, trafic de drogue, *Daniel Pécaut*
78. Les nations de l'arc-en-ciel, *Georges Lomné*
92. Le Venezuela ou les paradoxes de la nation, *Véronique Hébrard, Temir Porras Ponceleón*
106. La nation en question : identité ou métissage ?, *Christian Gros*
136. Pérou : quel nationalisme dans un État et une nation mal consolidés ?, *Claude Collin-Delavaud*
161. Bolivie : la nation incertaine, *Jean-Pierre Lavaud*
182. Paraguay : la « nation guaranie », *Renée Fregosi*
199. La singularité chilienne : nation et développement, *Christophe Cordonnier*
214. Une chronique d'Hérodote : Élus, territoires et entreprises
217. Hérodote a lu

Hérodote

DIRECTEUR : YVES LACOSTE.

COMITÉ DE RÉDACTION : Béatrice Giblin, Barbara Loyer, Jean-Luc Racine, Stéphane Yerasimos, Frédéric Douzet, Sonia Jedidi, Philippe Subra

PROCHAIN NUMÉRO

N° 100 : Écologie et géopolitique en France

DERNIERS NUMÉROS D'HERODOTE

- N° 89 : Italie : la question nationale.
- N° 90 : Méditerranée, nations en conflits.
- N° 91 : La question de l'Espagne.
- N° 92 : Santé publique et géopolitique.
- N° 93 : Littoral, frontières marines.
- N° 94 : Europe du Sud, Afrique du Nord.
- N° 95 : Les nationalismes régionaux en Europe.
- N° 96 : Géopolitique en Chine.
- N° 97 : Asie du Nord-Est.
- N° 98 : Nation Brésil.

Les numéros 89, 90 et 91 sont de nouveau disponibles.

Yves Lacoste, directeur-fondateur de la revue, a reçu le prix du Festival international de géographie de Saint-Dié. L'attribution de ce prix marque enfin la reconnaissance internationale par la profession de l'un de ses plus grands géographes. En effet, les modalités d'attribution du prix Vautrin Lud sont identiques à celles des prix Nobel, ce sont donc des géographes étrangers et français reconnus pour l'excellence de leurs travaux qui ont choisis d'honorer l'œuvre d'Yves Lacoste. Nous en sommes d'autant plus fiers et heureux.

Le Comité de rédaction.

Catalogage Électre-Bibliographie

Hérodote. 99, Amériques, nations hispaniques. – Paris : La Découverte, 2000.

ISBN 2-7071-3349-3

Rameau :

nationalisme : Amérique latine

minorités linguistiques : Amérique latine

Devey :

320.7 : Science politique (politique et gouvernement).

Conjoncture et conditions politiques

Public concerné :

Public motivé.

Les nations de l'arc-en-ciel

Pour une géopolitique du symbole

*Georges Lomné**

« Cette écharpe d'Iris qui m'a servi d'étendard a parcouru entre mes mains des régions infernales, a sillonné les fleuves et les mers, a gravi les épaules de géant des Andes ; la terre s'est aplanie aux pieds de la Colombie et le temps n'a pu arrêter la marche de la Liberté. Bellone a été humiliée par l'éclat d'Iris. »

Simón Bolívar
Mon délire sur le Chimborazo,
13 octobre 1822.

Le 9 septembre 2000, l'Équateur a abandonné sa monnaie, le sucre, au profit du dollar américain. La résignation des uns, groupés en longues files d'attente devant les agences de la Banque centrale, et la rage des autres exprimée au cri de « Le sucre ne meurt pas, *Carajo* ! » accentuaient l'impression que l'on vivait en ce jour les funérailles de la nation. Place Santo Domingo, à Quito, une main anonyme a laissé une couronne de fleurs blanches au pied de la statue du maréchal éponyme de la monnaie nationale. Une autre a glissé sur son sabre le drapeau tricolore de l'arc-en-ciel, l'« écharpe d'Iris » de la Colombie bolivarienne, pour laquelle il avait enlevé la ville aux Espagnols, le 24 mai 1822. Ce 9 septembre, en début d'après-midi, une foule bigarrée d'artistes et de petites gens des quartiers du centre colonial entreprit de « laver le pays » en un acte symbolique : ils se mirent à savonner le drapeau tricolore devant une statue de la Vierge avant de l'emmener en procession jusqu'au

* Université de Marne-la-Vallée.

cimetière de San Diego, où fut ensevelie une effigie en carton du signe monétaire¹. Cette parodie nous semble éloquente du regain d'intérêt que l'on porte aujourd'hui dans les Andes du Nord à la symbolique politique attachée à Simón Bolívar. Que l'on songe, entre autres, à la volonté du président vénézuélien Hugo Chávez d'incarner la figure du Libertador et de redéfinir la nation en une « république bolivarienne », ou à la faveur récente accordée à cet héritage par les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). N'est-il pas encore plus singulier que tous disent leur attachement au drapeau tricolore de ses armées qu'un aîné, Francisco de Miranda, avait imaginé dès 1788 en s'inspirant de l'écusson de Christophe Colomb où apparaissaient en bandes horizontales les couleurs primaires de l'arc-en-ciel : le jaune, le bleu et le rouge² ? La Colombie, l'Équateur et le Venezuela se partagent aujourd'hui cet illustre drapeau, que les Français ne connaissent d'ordinaire que par l'intermédiaire de leurs paquets de café, et les guérilleros qui combattent les armées de ces mêmes États le portent souvent en brassard. Dans le même temps, la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), qui a contribué en janvier 2000 au renversement du président Jamil Mahuad, n'hésite plus à dédaigner ce drapeau au profit d'inquiétantes bannières de couleur noire, présentées comme les étendards de l'Inca Atahualpa et de son fidèle général Rumiñahui.

Cet ensemble de phénomènes contradictoires d'appropriation et de rejet constitue à nos yeux le symptôme de la crise identitaire la plus sévère qu'ait connue cette région d'Amérique depuis son émancipation de la monarchie espagnole. Si, comme Lucien Sfez l'a très justement exprimé, « la symbolique n'est jamais qu'un remède, on pourrait même dire un placebo à la crise de la représentation politique³ », qu'advient-il de ces nations si l'« administration du symbole », elle-même, est amenée à être dévoyée ou à se dérober ? Esquisser une réponse à cette question ne pourra être fait sans considérer la longue durée. N'en déplaise à Hegel, l'« esprit de rationalité et de liberté » a été érigé très précocement en principe de gouvernement dans cette partie du monde. En conséquence, la question de la symbolique nationale-républicaine s'y est posée plus tôt que dans nombre de pays d'Europe et avec une acuité qui tenait à la nécessité de justifier la multiplicité des identités là où l'argument culturel faisait largement défaut.

1. *El Comercio*, Quito, 10 septembre 2000.

2. Voir PIÑEROS CORPAS Joaquín, *Historia de la Bandera colombiana*, Imprenta de las Fuerzas militares, Bogota, 1967.

3. SFEZ Lucien, *La Symbolique politique*, PUF, Paris, 1988, p. 6.

Le « miroir brisé » de la Colombie bolivarienne (1820-1849)*L'invention héraldique de trois nations*

La Grande-Colombie est morte dès 1826 de ne pas avoir su se constituer, selon le mot d'Ernest Renan, en « communauté d'oubli ». Au lendemain de la bataille d'Ayacucho, qui marqua la victoire définitive de la cause indépendantiste, les intérêts régionaux l'emportèrent sur l'ambition d'un État centralisé qui pût épouser les contours de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade augmentée de la capitainerie générale du Venezuela. Pourtant, par un singulier paradoxe, au démembrement territorial de 1830-1831 ne correspondit nullement une dispersion symbolique. Les trois nouvelles républiques, l'« Équateur en Colombie », l'« État du Venezuela » et la « Colombie État de Nouvelle-Grenade », restèrent fidèlement attachées aux armes et au drapeau tricolore de la Colombie bolivarienne. Si, à la suite d'une méprise navale avec la France, la Nouvelle-Grenade et le Venezuela décidèrent de se doter d'une héraldique propre en 1834 et 1836, il fallut attendre 1845 pour que le renversement du général Flores – assimilé au « parti de l'étranger » – permît de « rétablir la nationalité équatorienne » et de songer à l'écusson qui lui conviendrait.

Dans les trois pays, les symboles de la liberté des modernes prenaient désormais le pas sur ceux de la liberté des anciens. Ainsi dans le projet néo-grenadin de 1834 remplaça-t-on le génie de la Liberté par celui de la Paix et le casque orné de plumes tricolores par une couronne d'épis de blé. Le président Santander s'opposa néanmoins à la disparition du « bonnet phrygien rouge sur une lance comme symboles de la liberté » au profit du « cheval argenté » choisi par le Sénat⁴. Un mois auparavant, les Vénézuéliens n'avaient-ils pas eux-mêmes choisis de placer un cheval blanc sur leur écusson afin de signifier le caractère « indompté » de leur nation ? À Caracas, on renonça à l'arc et aux flèches indigènes au profit de « l'épée et la lance qui rendent plus terribles nos guerriers et sont la marque du triomphe des peuples cultivés et civilisés », et l'on troqua l'idée d'un soleil dardant ses rayons pour celle d'une gerbe de blé⁵. Les métaphores de l'Indienne et de l'astre solaire, si chères à Bolívar, étaient donc battues en brèche par l'idéal du Progrès et de l'Abondance. Les Équatoriens, sous l'influence de Vicente Rocafuerte, le manifesteraient à leur façon en plaçant un navire à vapeur sur leur écusson.

4. Voir ORTEGA RICAURTE Enrique, *Heráldica Nacional*, Imp. del Banco de la República, Bogota, 1954, p. 94.

5. Voir VARGAS FRANCISCO Alejandro, *El Escudo de Armas de la República*, éd. Centauro, Caracas, 1981.

Un autre registre fut d'évoquer des emblèmes géographiques de la nation. Ainsi les Néo-Grenadins placèrent-ils l'isthme de Panamá sur leur écusson dans l'espoir qu'il serait un jour l'« *emporium* commercial des deux mondes ». Les Équatoriens firent le choix du volcan Chimborazo attaché au souvenir du *Délire* poétique de Bolívar, et les Vénézuéliens considérèrent que le cheval était suffisamment évocateur des plaines, les *llanos*, où ils situaient l'origine mythique de leur indépendance. En outre, la prégnance en Nouvelle-Grenade d'une symbolique héritée des Habsbourg et la force des modèles américain et napoléonien en Équateur expliquent que l'aigle disputa sa défaite au condor dans l'héraldique des deux pays.

L'individuation des origines

Le récit de la nation vint très tôt au secours du registre abstrait et figé des écussons. À l'époque de Bolívar, deux miroirs renvoyaient l'image de l'identité. Le premier créait l'illusion de créoles indépendantistes ressuscitant les Incas. La propension du Libertador pour ces derniers, ainsi que les tragédies à contenu indigéniste de José Fernández Madrid ou de Luis Vargas Tejada peuvent en témoigner. Cependant, si le *Canto a Junín* de Joaquín de Olmedo a porté cette logique à son paroxysme, le Libertador ne fut jamais dupe de l'artifice romantique de ces transpositions d'*Atala* : sa « source de vertu » en appelait plus directement à l'Antiquité classique⁶. Dans ce second miroir, les contours héroïques de la geste indépendantiste prenaient leur éclat. L'ouvrage de José Manuel Restrepo qui parut à Paris en 1827, *Historia de la Revolución de la República de Colombia*, en a défini les normes. Bien que guidé par l'ambition d'une restitution positive des événements, l'ouvrage resta tributaire des conventions narratives de l'épopée patriotique, et la complicité qu'avait entretenue cet ancien ministre du Libertador avec les acteurs de son histoire conféra en outre à ce récit fondateur le caractère d'une « prison historiographique⁷ ».

Minées par leurs dépenses militaires et leur incapacité à lever l'impôt, les républiques qui naquirent du démembrement de la Colombie bolivarienne eurent moins à cœur de défendre les acquis du nouveau pacte social républicain que de

6. BOLÍVAR Simón, *Discours d'Angostura*, 15 février 1819.

7. COLMENARES Germán, « La Historia de la Revolución por José Manuel Restrepo : una prisión historiográfica », in *La Independencia. Ensayos de historia social*, Instituto colombiano de Cultura, Bogotá, 1986, p. 7-23.

dresser l'inventaire de leurs ressources. En outre, étant donné que le tracé des frontières entre nouveaux États relevait de la stricte application du principe de l'*Uti possidetis juris*, il se révélait crucial de disposer d'une parfaite connaissance des limites administratives de l'époque coloniale. L'entreprise des Missions chorographiques dans laquelle s'engagèrent le Venezuela puis la Nouvelle-Grenade, entre 1834 et 1850, concilia ces deux objectifs. C'est à cette occasion que le Vénézuélien Rafael María Baralt reçut les félicitations de Berthelot pour avoir su décrire une « identité nationale ». En Nouvelle-Grenade, les historiens Joaquín de Acosta et José Antonio de Plaza s'en acquittèrent à leur tour tandis qu'en Équateur la publication posthume de l'*Historia del Reino de Quito* du père Juan Manuel de Velasco devait jouer ce rôle. En 1850, l'héritage colonial était donc intégré au processus d'invention nationale des trois États. Peu importait encore qu'il le fût, dans les deux premiers cas, sous les couleurs de l'anticléricalisme et dans le dessein de faire l'histoire de l'indépendance.

L'impact de ces ouvrages ne peut néanmoins être comparé à celui des hymnes⁸ qu'un peuple illettré pouvait entonner en place publique. Une série d'images fondamentales fut ainsi diffusée. La métaphore de l'irruption du jour, en premier lieu, afin de signifier que l'indépendance était une « palingénésie du monde⁹ », une aurore qui effaçait trois siècles de colonie espagnole. La régénération politique trouva ainsi son peuple de référence dans les « Fils du soleil ». En second lieu, le *leitmotiv* de l'unité à préserver : celle de la cause américaine dans les années 1810-1820, puis celle de la Nation dans les années 1830. L'image, enfin, du « père de la Patrie¹⁰ » seul apte à y pourvoir : Bolívar au début, puis Flores en Équateur ou Páez au Venezuela. Comme dans le domaine de l'héraldique, il faut souligner qu'à partir des années 1830 le registre de la paix et des lois s'est substitué largement à celui de l'épopée des guerres d'indépendance. Le civilisme marquait des points en élaborant la légende noire d'un Bolívar tyrannique. Le message exprimé en 1814 par Benjamin Constant dans *De l'esprit de conquête et de l'usurpation* avait été reçu dans cette région du monde mieux qu'ailleurs.

La « statuomanie » de cette fin de siècle copiait les canons de la III^e République afin de cristalliser un sentiment identitaire exempt d'autocratie.

8. Voir ESPINOSA POLIT Aurelio, *Reseña histórica del himno nacional ecuatoriano*, Talleres Gráficos Nacionales, Quito, 1943 ; et VARGAS FRANCISCO Alejandro, *Los Símbolos sagrados de la nación venezolana*, ed. Centauro, Caracas, 1981, p. 135-143.

9. Voir MARIENSTRAS Élise, *Nous, le peuple*, Paris, Gallimard, 1988, chap. XVIII, afin d'établir le parallèle qui convient avec les États-Unis.

10. Voir TOVAR ZAMBRANO Bernardo, « Porque los muertos mandan. El imaginario patriótico de la historia colombiana », in *Pensar el pasado*, UN et AGN, Bogota, 1997, p. 125-169.

Le national-républicanisme en partage (1850-1920)

Les « promesses du centenaire » ou comment fixer l'image de la nation ?

Frédéric Martinez a montré comment la célébration du centenaire de l'indépendance avait pu constituer pour la Colombie, après un demi-siècle de participations malheureuses aux Expositions universelles, la « première entreprise officielle de diffusion massive d'une identité visuelle de la nation ». Cette tentative était fortement tributaire du projet conservateur du président Rafael Reyes (1904-1909) : « Nationalisme, catholicisme, modernisme industriel, hispanisme et exaltation de l'indépendance ¹¹. » Le publiciste Miguel Triana pouvait saluer cet éclectisme avec l'enthousiasme qui convenait : « promesses du centenaire : Alléluia ! ¹² ». Le contraste est donc net avec l'esprit qui animait l'Exposition nationale de Quito, un an auparavant. Le président Eloy Alfaro y avait mis le centenaire du 10 août 1809 – le « premier cri de l'indépendance » – au service des chemins de fer et de l'industrie sous la bannière d'un républicanisme radical opposé aux « derniers vestiges du traditionalisme, qui fait tellement obstacle à l'aventure nationale ¹³ ». Au-delà de cette coïncidence des contraires, la génération du centenaire a bien désiré dans chaque pays fixer les traits d'une nation immuable comme on l'aurait fait d'un paysage sur une plaque photographique.

À chaque nation correspondait une personnalité géographique qu'il fallait révéler. Si l'inventaire minutieux des régions était à l'ordre du jour, rappelant l'entreprise de Vidal de La Blache, la quête des éléments naturels aptes à traduire l'âme nationale semblait primer toute chose. Les Équatoriens célébrèrent très tôt l'« étendard sacré des volcans », qu'ils associaient à la victoire de Sucre sur les monarchistes, en 1822, sur le flanc du Pichincha. Ils jetaient ainsi les bases d'un « andinisme » jamais démenti depuis. Les Colombiens, quant à eux, faisaient de la chute d'eau du Tequendama leur talisman tellurique : si la génération de l'indépendance s'émerveillait du perpétuel arc-en-ciel qui s'y formait en concordance avec le « manteau d'Iris » qui leur servait de drapeau national, la génération du centenaire préféra disserter sur la force hydroélectrique d'où jaillirait la prospérité du pays. Mais l'exemple le plus pur de ces définitions spiritualistes de la

11. MARTINEZ Frédéric, « ¿Cómo representar la Colombia? De las Exposiciones universales a la Exposición del Centenario, 1851-1910 », in SÁNCHEZ GÓMEZ Gonzalo et WILLS OBREGÓN María Emma (éd.), *Museo, memoria y nación*, Ministerio de Cultura, Bogotá, 2000, p. 315-333.

12. TRIANA Miguel, *Revista de Colombia*, n° 7-8, Bogotá, 15 août 1910.

13. ALFARO Eloy, « Message au Congrès » du 25 septembre 1909.

nation reste à nos yeux l'événement que constitua en 1914 la création à Caracas de l'opérette (*zarzuela*) créole *Alma llanera*. De cette pièce en un seul tableau, la postérité ne conserva qu'un air de *Joropo* dont on peut considérer qu'il constitue aujourd'hui l'« hymne populaire du Venezuela ¹⁴ ». L'âme du pays s'y voyait réduite à l'une de ses composantes, celle de la civilisation de cavaliers des plaines de l'intérieur, les *llaneros*, à l'exclusion des Andes et de la côte caraïbe.

Dans son désir de régénérer le temps, et de figurer définitivement dans le concert des nations civilisées, cette génération a également nourri l'illusion d'une histoire positive qui pût être érigée au rang de *magistra vitae*. Afin d'y parvenir, des Académies nationales d'histoire furent créées dans les trois pays : en 1888 au Venezuela, 1902 en Colombie et 1909 en Équateur. Un laborieux travail d'élaboration des corpus documentaires commença et des manuels scolaires virent le jour, dont certains serviraient de vulgate durant une bonne partie du siècle : celui d'Henao et Arrubla ¹⁵, en Colombie, peut être comparé à notre *Petit Lavis*.

Les métamorphoses du « héros du siècle »

De son vivant, grâce à d'incessantes chevauchées et à une maîtrise de la parole politique hors du commun, le Libertador avait donné l'illusion d'un « effet de sujet » dont aucun monarque espagnol n'avait jamais bénéficié en Amérique. À présent, les statues de bronze de Bogotá et Caracas ne pouvaient susciter que l'« effet de présence ¹⁶ » d'un demi-dieu tutélaire. Comme l'a montré Germán Carrera Damas, au « culte d'un peuple » pour son héros s'était substitué peu à peu un « culte pour le peuple ¹⁷ ». La mutation était déjà accomplie en 1883, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Chaque pays avait instrumentalisé l'événement au profit d'une consolidation nationale. La Colombie, qui sortait des affres d'une anarchie qu'elle crut bon d'attribuer au fédéralisme et à l'impiété, célébra le centralisme et le catholicisme de l'« homme providentiel ». En Équateur, les « progressistes » qui venaient de renverser le général Ignacio de Veintemilla trouvèrent matière à associer le Libertador à leur projet de « catholicisme libéral ». Au Venezuela,

14. MISLE Carlos Eduardo, *Alma llanera, himno popular de Venezuela*, CAREMIS, Caracas, 1984.

15. HENAO Jesús María et ARRUBLA Gerardo, *Historia de Colombia para la enseñanza secundaria*, Bogota, 1911. La dernière édition date de 1984.

16. Voir MARIN Louis, *Le Portrait du roi*, Éditions de Minuit, Paris, 1981.

17. CARRERA DAMAS Germán, *El culto a Bolívar*, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1987, 3^e éd., p. 290.

Guzmán Blanco confondit l'apothéose de Bolívar avec celle de son quinquennat (1879-1884). Aussi, à la fin du siècle, nul ne doutait de l'accomplissement de la prophétie du curé de Choquehuanca : « Vous avez fondé cinq républiques qui, du fait de l'immense développement auquel elles sont appelées, donneront à votre statue une taille qu'aucune autre n'a jamais atteinte. Avec les siècles, votre gloire grandira comme l'ombre s'étire au coucher du soleil. »

Dans la statue de bronze que l'on avait finalement érigée en 1846 sur la place de Bogotá, Miguel Antonio Caro voyait une icône pouvant inciter chaque Colombien à pleurer et chanter le Libertador « dans la pâmoison religieuse d'un hymne muet ¹⁸ ». Le regard « rivé au sol » et l'« épée inclinée » donnaient à l'image la mélancolie des rêves brisés. Cette figure romantique de « martyr » de la patrie fut bousculée dès 1911 par un jeune sociologue vénézuélien, à l'irrévérence proche de celle de son contemporain français Augustin Cochin ¹⁹. Aux yeux de Laureano Vallenilla Lanz, la nature de la guerre d'indépendance était celle d'une « guerre civile ²⁰ » entre créoles monarchistes et républicains. En 1813, Bolívar avait déclenché avec pragmatisme la « guerre à mort » entre Espagnols et Américains pour sauver de l'abîme la cause républicaine. Exprimant son refus des « Constitutions de papier » copiées de l'étranger, et désireux d'incarner la « Constitution organique » de sa patrie, le Libertador s'était ensuite imposé comme « gendarme nécessaire » pour stopper l'anarchie liée au développement d'un nouveau type de lien social, le « féodalisme des *caudillos* ». Pourtant, dès 1826, sa propre gloire lui avait interdit d'être l'« homme représentatif » d'aucune des nations qui allaient naître du démembrement de la Grande-Colombie. C'est à Páez que l'on dirait au Venezuela, en 1830 : « Général ! Vous êtes la Patrie. »

Ainsi formulé, le modèle du « césarisme démocratique » résonna d'un écho surprenant dans l'Italie de 1930. Le médiéviste Gioacchino Volpe, dans le discours qu'il prononça en présence du Duce à l'occasion du centenaire de la mort de Bolívar, n'hésita pas à établir un parallèle appuyé entre l'histoire de la péninsule et celle de l'Amérique hispanique. Le *Risorgimento* comme la geste indépendantiste avaient tenté de mettre fin à la fragmentation territoriale et sociale. Au règne de « démagogues ambitieux et de chefs militaires déloyaux », Bolívar avait ensuite substitué

18. CARO Miguel Antonio, « A la estatua del Libertador », in *Homenaje de Colombia al Libertador Simón Bolívar en su primer Centenario, 1783-1883*, Imprenta de Medardo Rivas, Bogotá, 1884, Section « poésie », p. IV.

19. Voir l'ouvrage posthume *Les Sociétés de pensée et la démocratie moderne*, Plon, Paris, 1921.

20. VALLENILLA LANZ Laureano, *Cesarismo democrático*, 1919, Tipografía Garrido, Caracas, 3^e éd., 1952.

une « organisation militaire véritable ». Le Libertador, « fruit de sa terre », avait donné à la Colombie « non plus les principes suprêmes, mais plutôt des lois, des institutions et des expériences de gouvernement ». L'analogie avec Mussolini était claire : elle expliquait aux yeux de Volpe que « sans doute nulle part ailleurs qu'en Italie on n'évoque sa mémoire et on ne l'évoque de façon aussi fortement sentie et unanime ²¹ ». Le Venezuela de Juan Vicente Gómez s'accommoda de cette exaltation du « panlatinisme » sous l'égide de Bolívar et du Duce. En Équateur, en revanche, c'est en valorisant une image plus authentique du Libertador que le président Velasco Ibarra posait dès novembre 1934 les premiers jalons d'un « civilisme populiste ». Le 24 juillet de l'année suivante, il lui revint l'honneur d'inaugurer à Quito le « monument au Libertador et père de la Patrie ». Une souscription nationale et un concours international y avaient contribué. Sa réalisation échut finalement à la France, et Velasco Ibarra demanda aux Équatoriens de voir dans ce monument non pas le portrait du Libertador mais son « symbole » : celui de l'« horizon de la justice pour les hommes et de la démocratie pour les peuples ²² ».

Des « communautés imaginées » aux nations affectives (1920 à nos jours)

La quête des profondeurs...

Il est indéniable qu'au début du xx^e siècle on tenta d'institutionnaliser la figure du Libertador au profit d'une pédagogie des masses. Comment saisir autrement le mouvement de fondation des sociétés bolivariennes ? Celle de l'Équateur, fondée en 1926, fut dès l'origine l'une des plus actives parce que dans ce pays l'image du Libertador était peut-être moins polémique qu'ailleurs : Bolívar avait aimé Quito et ses habitants lui en rendaient grâce. En 1935, l'historien colombien Eduardo Posada exprimait ainsi la nécessité de démultiplier les « lieux de mémoire » bolivariens : « Par sa présence, l'effigie de Bolívar tait nos passions politiques et nous unit. Elle nous fait également sentir qu'elle est le symbole de l'amitié entre tous les peuples américains. [...] C'est pour cette raison que nous ne devons jamais quitter des yeux cette image. Elle doit présider à nos destins, au milieu des places publiques,

21. FILIPPI Alberto, « Philosophie politique du césarisme et idéologie de l'histoire dans les interprétations européennes de Bolívar », in *Cahiers de l'Herne*, n° 52 : « Simón Bolívar », éd. Laurence Tacou, Paris, 1986, p. 379-391.

22. « Discurso del señor Presidente del Ecuador », *El Comercio*, Quito, 24 juillet 1935.

en marbre ou en bronze. Peinte, elle doit veiller sur nos assemblées, nos académies, nos casernes, nos salles de classes, et jusqu'au sanctuaire de nos foyers. Des palais les plus prestigieux aux plus humbles cabanes²³. »

Cette héroïsation ne faisait pas l'unanimité à l'époque. En 1937, un jeune essayiste comme Germán Arciniegas refusait l'idée qu'une geste héroïque permît à un groupe de pays de faire l'économie des longues maturations de la marche vers la démocratie. À se prendre lui-même au jeu, le Libertador avait vu « se briser dans ses mains, telle une boule de cristal, le petit monde que fut la Grande-Colombie²⁴ ». Le héros devait être rendu à son peuple et dépouillé du discours conservateur qui surévaluait le pessimisme du grand homme à l'égard du destin de l'Amérique afin de mieux justifier l'immobilisme social de celle-ci. C'est ainsi qu'il faut situer le projet énoncé par Arciniegas en 1940 d'écrire une « histoire naturelle » du Nouveau Monde, une « histoire vulgaire », au sens latin du mot, qui prenne enfin en compte tous les sans-grade : la piétaille andalouse de la Conquête, les *Comuneros* de 1780, les indigènes et les femmes²⁵.

L'essai semblait désormais éclipser l'histoire officielle dans sa capacité à délivrer un message : à une réflexion sur les identités nationales se substituait une quête de l'identité hispano-américaine face aux prétentions du monde anglo-saxon. Dans sa tentative d'y parvenir, le Vénézuélien Rufino Blanco Bombona (1874-1944) chercha à rendre leur dignité aux créoles, tout en leur signalant la communauté de culture qu'ils entretenaient avec l'Espagne. Il dénonça au passage la « barbarocratie » de Juan Vicente Gómez. De la même manière, son compatriote Mariano Picón-Salas (1901-1965) se posa la question des bases culturelles d'une « véritable pensée nationale qui aiderait à édifier la Démocratie²⁶ » avant d'en élargir le champ d'action à l'Amérique tout entière. Dans la première moitié du XX^e siècle, on assistait donc à une discordance : la quête des profondeurs avait exhumé tout à la fois le legs indigène et la fierté hispanique que traduisait dès lors la vogue comme en Espagne de la « fête de la Race » du 12 octobre, date du débarquement aux Antilles de Christophe Colomb. La figure de l'« Indien Sancho », dont la Colombie orna son pavillon à l'Exposition ibéro-américaine de Séville, en 1929, semble résumer ce paradoxe.

23. POSAFA Eduardo, « La obra de Bolívar », *Revista de la Sociedad bolivariana*, n° 6, Bogotá, août 1935, p. 585.

24. ARCINIEGAS Germán, *América, Tierra Firme*, Éditions Ercilla, Santiago, 1937, p. 273.

25. ARCINIEGAS Germán, « Defensa de la historia vulgar », *Sur*, n° 75, Buenos Aires, décembre 1940.

26. DELPRAT François, « Lo nacional en la *Revista Nacional de Cultura*. Caracas, 1938-1939 », *América*, n° 4-5, Publications de la Sorbonne nouvelle, Paris, 1990, p. 244.

Les mémoires contre l'histoire

De fait, les figures de la nationalité qui circulaient dans les années quarante renvoyaient à des stéréotypes littéraires : la bravoure vénézuélienne des *Lances rouges* (1931) d'Arturo Uslar Pietri ; le fatalisme équatorien tel qu'il était exprimé dans le *Huasiungo* (1934) de Jorge Icaza et le quichottisme colombien du *Chevalier d'El Dorado* (1938) de Germán Arciniegas. Des tentatives plus rigoureuses ont tenté par la suite de cerner les contours de la personnalité nationale. Qu'il soit permis de citer l'œuvre de José Gabriel Navarro pour l'Équateur, de Pedro Grases pour le Venezuela ou celle de Jaime Jaramillo Uribe pour la Colombie. Mais le succès en 1989 du roman de Gabriel García Márquez, *Le Général dans son labyrinthe*, montre bien à quel point les hommes de lettres restent plus habilités à dire l'histoire que ceux qui en font profession. Cette situation est due à un double phénomène : le discrédit croissant à l'égard de l'histoire officielle que continuent d'élaborer les Académies nationales d'histoire et la trop grande impatience des jeunes historiens formés à l'étranger d'appliquer à leur contexte une « révolution historiographique » radicale. La violence des arguments échangés en Colombie, au début des années quatre-vingt, illustre bien la difficulté qu'il y a à séparer le discours historique des enjeux politiques²⁷. Ne parlons pas des remous qu'a pu susciter la tentative d'historicisation de la « théologie bolivarienne²⁸ » qu'avait entreprise Luis Castro Leyva au Venezuela. La *Nouvelle Histoire de l'Équateur*, achevée en 1996, n'a pas suscité une telle violence même si l'ambition était là aussi d'en finir avec « rois et batailles » au profit d'un discours qui rendît compte de la « vie du peuple »²⁹.

Dans ces trois pays, il est indéniable que deux types de mémoires, longtemps refoulées, font l'objet d'une cristallisation symbolique. En premier lieu, le sentiment d'appartenance à de petites patries (*patrias chicas*) qui, s'il ne s'était jamais éteint, se traduit à présent par le foisonnement de drapeaux et de folklores locaux, d'invention souvent récente. Cela renvoie souvent à des visées géopolitiques : Guayaquil s'est prononcée récemment pour une autonomie politique dont elle est frustrée depuis 1822 ; Maracaibo, pour des raisons très comparables, a donné ses suffrages à Francisco Arias Cárdenas lors des élections présidentielles vénézuéliennes ; Medellín et Barranquilla rêvent de s'émanciper d'une capitale andine

27. Voir COLMENARES Germán, « La batalla de los manuales en Colombia », *Lecturas dominicales. El Tiempo*, Bogota, 9 avril 1989.

28. CASTRO LEYVA Luis, *De la patria boba a la teología bolivariana*, Monte Ávila, Caracas, 1987.

29. LANDÁZURI Carlos, *El Comercio*, Quito, 5 février 1996.

lointaine et assiégée par la guérilla. En second lieu, il faut considérer l'exhumation des mémoires ethniques. À titre d'exemple, le sentiment indigéniste qui lève en Équateur a fait l'objet d'un réel effort de symbolisation. À Sangolquí, le 12 octobre 1994, on inaugura un monument à la « résistance », sous la forme d'une statue du général inca Rumiñahui, qu'Oswaldo Guayasamín avait agrémenté d'un « soleil mobile » suspendu entre deux tours afin de représenter l'âme précolombienne et l'âpreté du combat contre les *conquistadores*. Ce fut ensuite, en mars 1995, l'inauguration à Quito d'une statue de l'empereur Atahualpa la main gauche pointée vers le sol afin de signifier que « cette terre est nôtre », ainsi que l'a précisé son concepteur, Alexei Shmacov.

Si ces deux œuvres semblent exprimer un message contestataire, la signification de l'« année jubilaire de la naissance d'Atahualpa » reste ambiguë : elle fut l'occasion en 1997 d'un *Te Deum* dans la cathédrale de Quito en l'honneur du « premier baptisé parmi nos aborigènes » et de l'exécution par l'orchestre symphonique municipal de l'œuvre de Luis Humberto Salgado *Le Déclin d'un empire !* Doit-on considérer comme plus légitime le renouveau du rituel incaïque du solstice d'été, l'*Inti Raymi*, orchestré par les organisations indigènes ? En octobre 1994, le représentant de la Confédération des nationalistes indigènes, Luis Macas, remettait au Congrès un projet de réforme constitutionnelle visant à faire de l'Équateur un « pays plurinational, pluriculturel et plurilingue ». La tentation était grande, en effet, de suivre l'exemple de la Colombie, dont l'article 7 de la nouvelle Constitution de 1991 prévoyait que « l'État reconnaît et protège la diversité ethnique et culturelle de la nation ». Entre autres choses, l'abandon de la Constitution de 1886 a signifié pour cette dernière le renoncement à une logique d'intégration, sous l'égide du catholicisme, au profit de l'acceptation tacite du multiculturalisme³⁰.

Vers une conscience patrimoniale de la nation

En conséquence, les années quatre-vingt-dix resteront synonymes en Colombie de l'éclosion de multiples revendications identitaires : celles des « Afro-Colombiens » des côtes caraïbe et pacifique, dont l'« invisibilité » n'est désormais plus de mise, et celles des Indiens à travers le processus des Entités territoriales indigènes (ETI). Fabio López de la Roche a récemment mis en garde contre cette patrimonialisation de la nation si elle ne donne pas lieu à un dialogue intercommunautaire et à

30. WILLS OBREGÓN María Emma, « De la nación católica a la nación multicultural : rupturas y desafíos », in *Museo, memoria y nación*, op. cit., p. 385-415.

une définition positive de la place de chacun au sein de la nation : « Que la tradition ne se convertisse pas pour nous en camisole de force³¹ ! » À Quito, la question se trouve posée avec acuité depuis la faillite au milieu des années quatre-vingt-dix du projet de Maison de la culture équatorienne. Cet organisme, fondé au lendemain de l'humiliante défaite de 1941 face au Pérou, obéissait à la consigne de Benjamín Carrión d'« avoir à nouveau une patrie ». L'« équatorianité », en tant qu'idéologie officielle de la nation métisse, est aujourd'hui à la dérive. Ajoutons, comme l'a fait Enrique Ayala Mora en 1997 dans ses articles du quotidien *El Comercio*, que l'on assiste en Équateur à une « privatisation de la culture ». Le phénomène n'est pas étranger à la prise de conscience croissante de l'enjeu économique que représente la sauvegarde du patrimoine.

En ce domaine, le tremblement de terre de mars 1987 a paradoxalement servi d'*impetus* salvateur. Dix ans après, les Quiténiens ont pu mesurer l'ampleur du chemin parcouru : on ne comptait plus les édifices réhabilités et les fondations de musées. Pourtant, par une logique pernicieuse, c'est à partir de ce moment-là que nombre de monuments publics ont commencé à subir des dégradations volontaires : la statue du *conquistador* Benalcázar a perdu son épée, les plaques de nombreuses statues ont été volées, et le piédestal de celles des Libertadores Bolívar et Sucre a été badigeonné. En outre, personne ne semblait se soucier que la statue de Colomb restât décapitée depuis plusieurs années alors que l'on restaurait la moindre parcelle de la vieille ville. Les progrès de la conscience patrimoniale iraient-ils de pair avec une désacralisation croissante de l'imaginaire national-républicain ?

Conclusion

Un paradoxe est perceptible aujourd'hui en Colombie, en Équateur et au Venezuela : la dérision qu'affiche communément l'homme de la rue à l'égard du dispositif narratif et iconique de l'histoire officielle ne s'accompagne presque jamais d'un rejet du drapeau tricolore de l'arc-en-ciel que ces trois pays ont en commun héritage. Tout fonctionne comme si l'on désirait renier les signes d'une tradition inventée au profit d'une relation affective avec une « Grande Nation » évanouie. Doit-on y voir l'expression d'une nostalgie pour la patrie bolivarienne au détriment du modèle de l'État-nation qui lui succéda ? Si les FARC, comme le président Hugo Chávez, ont su mettre à profit ce « murmure mémoriel » qui valorise

31. LÓPEZ DE LA ROCHE Fabio, « Multiculturalismo, viejas y nuevas memorias y constucciones de nacionalidades », in *Museo, memoria y nación*, op. cit., p. 381.

l'esthétique de la liberté des anciens, il faut leur signaler que nombreux sont ceux qui aspirent désormais à une sorte de *Devotio moderna* à l'égard de Simón Bolívar. Les statuettes de glaise et de bois que les artistes populaires vénézuéliens façonnent à son image ne montrent-elles pas la voie d'une piété intime et souriante ?

En Colombie comme en Équateur, l'acceptation croissante d'une pluralité de mémoires semble bien signaler le passage d'une « conscience nationale de type unitaire à une conscience de soi de type patrimonial » que Pierre Nora avait signalé pour la France il y a quelques années. En Colombie, l'urgence de la guerre a poussé le gouvernement à mettre sur pied une « Mission des musées nationaux pour les citoyens du futur » afin de tenter de résoudre au plus vite la difficile équation d'une nation pluriculturelle et unitaire. Ainsi, en novembre 1999, le Musée national de Colombie désirait-il se présenter désormais comme un « musée-société » et non plus comme un « musée-galerie » exhibant les symboles d'une république associée aux valeurs d'une « nation blanche et masculine³² ». En Équateur, le conflit armé de l'hiver 1995 avec le Pérou a fourni l'occasion de raviver la cohésion nationale autour de la figure du maréchal Sucre, dont on fêtait le bicentenaire de la naissance. De surcroît, la victoire de Tiwintsa sur les Péruviens n'actualisait-elle pas celle du maréchal à Tarquí, en février 1829 ? On comprend mieux, dès lors, par quel retour de flamme la décision du gouvernement de Jamil Mahuad d'abandonner le symbole monétaire associé à Sucre a fortement contribué à son propre renversement, le 21 janvier 2000 ! Pourtant, il est singulier de penser que les Indiens qui s'emparèrent du palais présidentiel érigèrent aux côtés de « l'Iris de Colombie », apporté par les jeunes officiers rebelles de l'armée, le *huipala*, le « véritable drapeau de l'arc-en-ciel », dont les sept bandes horizontales souhaitent représenter la communauté des peuples indigènes. Quito, la « lumière de l'Amérique », brillerait-elle désormais d'un autre éclat ?

32. CUERVO DE JARAMILLO Elvira, « Acta de clausura del Simposio International : Museo, memoria y nación », in *Museo, memoria y nación*, op. cit., p. 481-82.

AMÉRIQUES, NATIONS HISPANIQUES

Alors qu'en Europe et dans une grande partie de l'Asie les différences de langue sont la manifestation la plus évidente de la diversité des nations, en Amérique latine, au contraire, seize États partagent une même langue officielle, l'espagnol (castillan), et celle-ci y est parlée aujourd'hui par la grande majorité de la population. Cette similitude de langue (et de religion) n'a pas empêché la plupart de ces États, issus de la dislocation de l'empire espagnol au début du XIX^e siècle, de se faire souvent la guerre pour des querelles de frontières. Et dans chacun d'eux, le sentiment national est très vif, notamment à l'encontre des voisins.

L'intérêt qu'*Hérodote* porte à cette grande idée géopolitique qu'est la nation nous a incités à examiner quelles sont, dans plusieurs de ces États, les caractéristiques du sentiment national aujourd'hui : quelles en sont les diverses représentations selon les milieux sociaux ? À quelle période de l'histoire, à quels conflits historiques font-elles principalement référence ? De surcroît, dans la plupart de ces États hispaniques, se développent aujourd'hui les revendications linguistiques des peuples amérindiens. Resteront-elles au stade de mouvements culturels ou deviendront-elles des revendications géopolitiques (comme c'est le cas en Espagne, avec les Basques et les Catalans), exigeant sinon l'indépendance, du moins la reconnaissance d'autonomies territoriales ?

Nations hispaniques et géopolitique, par Yves Lacoste. – Nations au Mexique : construction et métissage, par Claude Bataillon. – Villes frontières et nations en Amérique centrale, par Alain Musset. – La tragédie colombienne : guerre, violence, trafic de drogue, par Daniel Pécaut. – Les nations de l'arc-en-ciel, par Georges Lomné. – Le Venezuela ou les paradoxes de la nation, par Véronique Hébrard et Temir Porras Ponceleón. – La nation en question : identité ou métissage ?, par Christian Gros. – Pérou : quel nationalisme dans un État et une nation mal consolidés ?, par Claude Collin-Delavaud. – Bolivie : la nation incertaine, par Jean-Pierre Lavaud. – Paraguay : la « nation guaranie », par Renée Frégosi. – La singularité chilienne : nation et développement, par Christophe Cordonnier. – Une chronique d'*Hérodote* : Élus, territoires et entreprises. – *Hérodote* a lu.



9 782707 133496

Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris